



ManpowerGroup Solutions : une société en déroute ?

IBM-France a décidé, sur injonction d'IBM-Corp, de se débarrasser de l'ensemble de ses assistantes et secrétaires. Comme leur travail et leurs services restent totalement indispensables, c'est donc une vente de leur activité à une filiale Manpower qui a été retenue. En clair, on garde les mêmes (comme jadis avec Elyo) mais on se débarrasse de toute responsabilité sur leur emploi et leur avenir. Ainsi, IBM se lavera les mains des baisses futures des effectifs (programmées dans la GPEC) : il lui suffira de demander à Manpower, qui exécutera l'ordre.

Dans son topo au CCE, IBM ment allègrement en essayant de faire croire que ManpowerGroup Solutions (« MGS ») est une société solidement implantée, notamment parce qu'elle intègre Proservia chez qui IBM a déjà cédé en 2014 sa filiale IBM-DS (ex-Montics). En fait Manpower et IBM jouent sur l'ambiguïté, en évitant soigneusement de mettre cartes sur table en ce qui concerne la société réelle qui devrait recueillir les naufragés de Global Administration.

Le nom « Manpower » peut rassurer vu son poids économique et son ancienneté sur le marché de l'intérim, puis plus récemment sur l'ensemble des métiers liés à l'emploi et aux RH. Mais comme souvent, derrière la tête de gondole, il faut aller voir ce que cachent les multiples filiales, et quelle est leur fiabilité.



La CGT a donc enquêté, et elle n'a pas été déçue du résultat !

Dans les écrits autopromotionnels de Manpower sur le net (repris par la DRH IBM dans son document d'information au CCE), le nom « ManpowerGroup Solutions » se rapporte à deux choses différentes :

- un terme générique (qu'IBM appelle « groupe de marques ») pour mettre en valeur certaines activités de services du holding « Manpower France Holding »,
- la SAS « ManpowerGroup Solutions » (MGS), société à laquelle seront « vendues » les assistantes et secrétaires, et qui est une filiale à 100 % du holding précédent.

Pourquoi cette ambiguïté ? Parce que MGS présente des caractéristiques financières particulièrement négatives qui feraient fuir n'importe quel investisseur !

En clair, MGS est à ce jour une petite PME, dont la caractéristique principale est son déficit récurrent.

Les derniers résultats officiellement publiés sont au 31 décembre 2014. Les résultats à fin 2015 seront publiés dans la deuxième quinzaine de mai, après validation par l'expert-comptable Deloitte. La situation catastrophique constatée après dix ans d'existence est la suivante :

- un capital social au minimum légal : 37000 euros.
- des capitaux propres (qui représentent au plus près la valeur de l'entreprise) de – 693 745 euros. Une valeur négative plus que doublée en un an, ce qui montre la dégringolade financière de MGS !!!
- un résultat d'exploitation calamiteux et largement déficitaire : 400 000 euros en 2014 pour un chiffre d'affaires de 3,77 millions.

Le Groupe Manpower, qui cherche désespérément des sociétés prêtes à négocier des transferts pour son activité TBO (offre de services administratifs externalisés), a recapitalisé sa filiale MGS par un tour de passe-passe sur les actions de l'entreprise. Le 22 mai 2015, Manpower France Holding a donc injecté 1,4 millions d'euros pour éviter le naufrage rapide de MGS. Cela a permis de boucher provisoirement le gouffre des déficits accumulés (sans en supprimer la cause), et ainsi de présenter un visage moins sinistre aux salariés (et à leurs syndicats) dont leurs patrons veulent se séparer tout en gardant leurs services.

Autre aspect de MGS à souligner : ses motivations « sociales ». Fin 2014, les salariés étaient 49. C'est fort peu, mais c'est surtout un nombre magique : celui qui permet de ne pas avoir de comité d'entreprise ! Car 50 salariés ouvrent le droit à un CE. En bon disciple du MEDEF et du grand patronat, Manpower fait tout pour éviter la représentation des salariés. Pas de CE, pas de syndicats, un rêve patronal ...

ManpowerGroup Solutions : une « société boat people » pour migrants forcés de Global Administration ?



IBM nous joue du violon, espérant nous faire croire à une belle croissance de MGS en 2015 en faisant miroiter un doublement des effectifs. Si cela s'avérait vrai, il n'en reste pas moins que les effectifs MGS actuels seraient au niveau des effectifs GA (100 salariés) dont IBM veut se débarrasser, et que tout ça ne fait pas une entreprise solide et en bonne forme dans laquelle les salariés transférés pourraient espérer le maintien et une évolution de carrière acceptable.

Clairement, les assistantes/secrétaires ont tout à craindre d'un employeur qui accumule les déficits et n'a d'autres contraintes que celle de la convention collective SYNTEC qui ne brille pas par son côté progressiste ...

Pourquoi IBM a choisi Manpower

Un bref rappel historique des liens entre Manpower et IBM explique les amours croisées des deux entreprises.

Manpower s'est rapproché d'IBM non pas pour de simples placements d'intérimaires, mais pour conclure de solides contrats notamment d'infogérance, et cela depuis de nombreuses années. Manpower avait au moins une bonne raison : sa présidente était Françoise Gri, qui était jusqu'en février 2007 à la tête d'IBM-France. Elle connaissait donc bien les rouages et les négociateurs d'IBM, pour en tirer le meilleur profit pour sa nouvelle boîte.

Fin 2012, c'est Alain Roumilhac, ancien vice-président d'IBM ITS (supports techniques), qui prend la présidence de ManpowerGroup France. Encore et toujours un ancien patron d'IBM ! A l'évidence, GA a été un élément annexe d'un marchandage global. Juste avant l'annonce du projet Gallium, les syndicats ont découvert que le cabinet extérieur d'outplacement pour le PSE 2016 était confié à une obscure société « Right Management ». Et là, ô surprise ! Right Management est une des filiales de Manpower Group. Tout s'explique ! « Passe-moi la rhubarbe, je te passe le séné » ...

Les collègues de Global Administration ont tout à perdre dans un transfert chez MGS. Tout reste problématique. Les garanties sur les éléments essentiels du contrat de travail (lieu de travail, salaires, horaires, etc.) sont à ce jour inexistantes.

La SAS ManpowerGroup Solutions est une société à la surface économique (clientèle) ridicule, et dont la santé financière est dans un rouge profond. Dans ce contexte, pour la majorité des salariés de MGS qui seraient issus d'IBM, l'avenir à l'horizon 2018/2020 se résume entre Pôle Emploi ou une retraite prématurée pour les plus âgés.

Il est donc important que l'ensemble des syndicats IBM se mobilisent pour s'opposer à ce transfert que rien ne justifie. La CGT explore les pistes qui pourraient amener à bloquer le projet mortifère d'IBM, et vous fera connaître le moment venu les résultats de ses recherches.